

F: 85 — 1085

**24 MARS 1980.** — Arrêté ministériel fixant le programme et les modalités des concours d'accession et de recrutement pour les grades de technicien-spécialiste

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 21 complété par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1977 fixant le statut du personnel de la Régie des Télégraphes et Téléphones, notamment les articles 8 et 72, § 5;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale de la Régie des Télégraphes et Téléphones;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Vu l'urgence,

Arrête :

**Article 1er.** Le programme et les modalités des concours d'accession et de recrutement pour les grades de technicien-spécialiste sont repris à l'annexe au présent arrêté.

**Art. 2.** L'arrêté ministériel du 10 octobre 1978 fixant les programmes et modalités des épreuves donnant accès aux grades de technicien-spécialiste à la Régie des Télégraphes et Téléphones est abrogé, sauf quant à son application aux concours organisés ou en cours d'organisation à la date du 1er mai 1979.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er novembre 1979.

Bruxelles, le 24 mars 1980.

A. BAUDSON

F. 85 — 1086

**3 DECEMBRE 1980.** — Arrêté ministériel fixant les programmes et modalités des examens de promotion et des concours de recrutement pour les grades de chef de section technique à la Régie des Télégraphes et des Téléphones

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 21 complété par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1977 fixant le statut du personnel de la Régie des Télégraphes et des Téléphones;

Vu l'arrêté ministériel du 2 avril 1979 relatif aux conditions de nomination aux grades de chef de section technique à la Régie des Télégraphes et des Téléphones;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale de la Régie des Télégraphes et des Téléphones;

Considérant qu'aucun examen de promotion ou de recrutement pour les grades de chef de section technique ne peut plus être organisé, faute de programmes; qu'il est indispensable de remédier sans délai à cette situation;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence,

Arrête :

**Article 1er.** Les programmes et les modalités des examens de promotion et des concours de recrutement pour les grades de chef de section technique visés à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 2 avril 1979 précité sont repris à l'annexe au présent arrêté.

N. 85 — 1083

**24 MAART 1980.** — Ministerieel besluit tot vaststelling van het programma en de regelen van het vergelijkend overgangsexamen en het vergelijkend wervingsexamen voor de graden van technicien-specialist

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Régie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 21, aangevuld door het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1967;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1977 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Régie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op de artikelen 8 en 72, § 5;

Gelet op het advies van de Syndicale raad van advies van de Régie van Telegrafie en Telefonie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

**Artikel 1.** Het programma en de regelen van het vergelijkend overgangsexamen en het vergelijkend wervingsexamen voor de graden van technicien-specialist zijn opgenomen in de bijlage van dit besluit.

**Art. 2.** Het ministerieel besluit van 10 oktober 1978 tot vaststelling van de programma's en de regelen van de proeven voor toegang tot de graden van technicien-specialist bij de Régie van Telegrafie en Telefonie wordt opgeheven, behalve wat betreft zijn toepassing op de vergelijkende examens welke op 1 mei 1979 georganiseerd of in uitvoering waren.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 november 1979.

Brussel, 24 maart 1980.

A. BAUDSON

N. 85 — 1086

**3 DECEMBER 1980.** — Ministerieel besluit tot vaststelling van de programma's en de regelen van de bevorderingsexamens en de vergelijkende wervingsexamens voor de graden van technisch sectiechef bij de Régie van Telegrafie en Telefonie

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Régie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 21 aangevuld door het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1967;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1977 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Régie van Telegrafie en Telefonie;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 april 1979 betreffende de voorwaarden voor benoeming tot de graden van technisch sectiechef bij de Régie van Telegrafie en Telefonie;

Gelet op het advies van de Syndicale raad van advies van de Régie van Telegrafie en Telefonie;

Overwegende dat het, bij gebrek aan examenprogramma's, niet meer mogelijk is bevorderings- of wervingsexamens te organiseren voor de graden van technisch sectiechef; dat het noodzakelijk is zonder verwijl deze toestand te verhelpen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

**Artikel 1.** De programma's en de regelen van de bevorderingsexamens en van de vergelijkende wervingsexamens voor de graden van technisch sectiechef bedoeld in artikel 1 van het voornoemd ministerieel besluit van 2 april 1979 zijn opgenomen in de bijlage van dit besluit.

**Art. 2.** Les agents de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, lauréats des trois épreuves écrites successives portant sur les matières générales de l'enseignement technique supérieur visées à l'article 9, § 1er, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif aux grades de premier chef de section technique et de chef de section technique à la Régie des Télégraphes et des Téléphones, modifié par l'arrêté royal du 3 octobre 1974, ainsi que les agents lauréats au 1er septembre 1978 des deux premières épreuves dont question ci-dessus et qui sont détenteurs d'un des diplômes suivants :

— diplôme ou certificat de fin d'études d'un cours technique supérieur de type court de promotion sociale délivré par un établissement d'enseignement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat;

— diplôme ou certificat de fin d'études d'un cours technique supérieur (antérieurement catégorie B1), obtenu après deux années d'études au moins, et diplôme ou certificat de fin d'études d'une école secondaire supérieure (antérieurement catégorie A2), délivrés par un établissement d'enseignement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat;

— diplôme ou certificat de fin d'études d'un cours technique supérieur (antérieurement catégorie B1), obtenu après cinq années d'études au moins, et diplôme ou certificat de fin d'études d'une école secondaire inférieure (antérieurement catégorie A3), ou d'un cours secondaire inférieur (antérieurement catégorie B2), délivrés, après trois années d'études, par un établissement d'enseignement créé, subventionné ou reconnu par l'Etat,

sont, à leur demande, dispensés des branches suivantes :

1<sup>o</sup> pour l'examen de promotion pour le grade de chef de section technique d'atelier et garage : « Electricité générale »;

2<sup>o</sup> pour l'examen de promotion pour le grade de chef de section technique de courant fort : « Electricité (Courant continu : Théorie, Machines à courant continu) », « Electronique »;

3<sup>o</sup> pour l'examen de promotion pour le grade de chef de section technique de la commutation électro-mécanique : « Théorie des circuits », « Electronique », « Technologie » et « Techniques de mesure »;

4<sup>o</sup> pour l'examen de promotion pour le grade de chef de section technique de la commutation programmée : « Théorie des circuits », « Electronique », « Technologie » et « Techniques de mesure »;

5<sup>o</sup> pour l'examen de promotion pour le grade de chef de section technique de l'appareillage terminal de télégraphie : « Electronique » et « Techniques de mesure »;

6<sup>o</sup> pour l'examen de promotion pour le grade de chef de section technique de la radioélectricité : « Electronique » et « Techniques de mesure »;

7<sup>o</sup> pour l'examen de promotion pour le grade de chef de section technique de la transmission : « Electronique » et « Techniques de mesure »;

8<sup>o</sup> pour l'examen de promotion pour le grade de chef de section technique de l'informatique : « Algèbre de Boole », « Mathématiques numériques » et « Anglais »;

9<sup>o</sup> pour l'examen de promotion pour le grade de chef de section technique des bâtiments : « Mécanique » et « Résistance des matériaux »;

10<sup>o</sup> pour l'examen de promotion pour le grade de chef de section technique des réseaux : « Electronique » et « Techniques de mesure »;

11<sup>o</sup> pour l'examen de promotion pour le grade de chef de section technique d'étude des réseaux : « Electricité générale ».

La dispense doit être demandée lors de l'inscription à l'examen. Elle n'est valable que pour deux examens auxquels le candidat peut participer, organisés ou annoncés dans un délai de cinq ans, prenant cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 3.** L'article 5, § 2, de l'arrêté ministériel du 2 avril 1979 précité est complété comme suit :

« Pour le grade de chef de section technique de l'informatique, l'épreuve écrite comprend deux parties d'une durée maximum de 6 heures chacune. »

**Art. 4.** Sont abrogés, sauf quant à leur application aux épreuves organisées ou en cours d'organisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté :

1<sup>o</sup> les articles 1 à 3 de l'arrêté ministériel du 19 avril 1974 fixant les programmes et modalités des épreuves donnant accès aux grades de technicien-spécialiste en informatique, de chef de section technique de l'informatique et de chef de bureau technique de l'informatique;

**Art. 2.** De ambtenaren van de Régie van Telegrafie en Telefonie, geslaagd voor de drie opeenvolgende schriftelijke proeven over de algemene vakken van het hoger technisch onderwijs bedoeld in artikel 9, § 1, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 betreffende de graden van eerste technisch sectiechef en van technisch sectiechef bij de Régie van Telegrafie en Telefonie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 1974, evenals de ambtenaren die op 1 september 1978 geslaagd waren voor de eerste twee proeven waarvan hoger sprake en die houder zijn van één der volgende diploma's :

— einddiploma of -getuigschrift van een hogere technische leer-gang van het korte type voor sociale promotie, uitgereikt door een onderwijsinrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat;

— einddiploma of -getuigschrift van een hogere technische leer-gang (vroege categorie B1), behaald na ten minste twee leerjaren, en einddiploma of -getuigschrift van een hogere secundaire school (vroege categorie A2), afgeleverd door een onderwijsinrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat;

— einddiploma of -getuigschrift van een hogere technische leer-gang (vroege categorie B1), behaald na ten minste vijf leerjaren, en einddiploma of -getuigschrift van een lagere secundaire school (vroege categorie A3), of van een lagere secundaire leer-gang (vroege categorie B2), afgeleverd, na drie leerjaren, door een onderwijsinrichting opgericht, gesubsidieerd of erkend door de Staat,

worden op hun aanvraag vrijgesteld van de volgende delen .

1<sup>o</sup> voor het bevorderingsexamen voor de graad van technisch sectiechef van de werkplaatsen en garages : « Algemene elektriciteit »;

2<sup>o</sup> voor het bevorderingsexamen voor de graad van technisch sectiechef in sterkstroom : « Elektriciteit (Gelijkstroom : Theorie, Gelijkstroommachines) », « Elektronica »;

3<sup>o</sup> voor het bevorderingsexamen voor de graad van technisch sectiechef in elektromechanische commutatie : « Theorie van de geleidingen », « Elektronica », « Technologie » en « Meettechnieken »;

4<sup>o</sup> voor het bevorderingsexamen voor de graad van technisch sectiechef in geprogrammeerde commutatie : « Theorie van de geleidingen », « Elektronica », « Technologie » en « Meettechnieken »;

5<sup>o</sup> voor het bevorderingsexamen voor de graad van technisch sectiechef in eindapparatuur-telegrafie : « Elektronica » en « Meettechnieken »;

6<sup>o</sup> voor het bevorderingsexamen voor de graad van technisch sectiechef in radio : « Elektronica » en « Meettechnieken »;

7<sup>o</sup> voor het bevorderingsexamen voor de graad van technisch sectiechef bij de transmissie : « Elektronica » en « Meettechnieken »;

8<sup>o</sup> voor het bevorderingsexamen voor de graad van technisch sectiechef in informatieverwerking : « Boole'se algebra », « Numerieke wiskunde » en « Engels »;

9<sup>o</sup> voor het bevorderingsexamen voor de graad van technisch sectiechef van de gebouwen : « Mechanica » en « Weerstand van materialen »;

10<sup>o</sup> voor het bevorderingsexamen voor de graad van technisch sectiechef van de netten : « Elektronica » en « Meettechnieken »;

11<sup>o</sup> voor het bevorderingsexamen voor de graad van technisch sectiechef voor de studie van de netten : « Algemene elektriciteit »

De vrijstelling moet worden aangevraagd bij de inschrijving voor het examen. Zij geldt slechts voor twee examens waarvan de gegadigde mag deelnemen en die georganiseerd of aangekondigd worden binnen een termijn van vijf jaar, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 3.** Artikel 5, § 2, van voornoemd ministerieel besluit van 2 april 1979 wordt aangevuld als volgt :

« Voor de graad van technisch sectiechef in informatieverwerking omvat de schriftelijke proef twee delen van maximum 6 uur elk. »

**Art. 4.** Worden opgeheven, behalve wat betreft hun toepassing op de proeven welke op de datum van inwerkingtreding van dit besluit georganiseerd waren of in uitvoering zijn :

1<sup>o</sup> de artikelen 1 tot 3 van het ministerieel besluit van 19 april 1974 tot vaststelling van het programma en de regelen van de proeven voor toegang tot de graden van technicien-specialist in informatieverwerking, van technisch sectiechef in informatieverwerking en van technisch bureauchef in informatieverwerking;

2<sup>e</sup> l'arrêté ministériel du 3 avril 1979 fixant les programmes et modalités des épreuves donnant accès au grade de chef de section technique de la commutation programmée à la Régie des Télégraphes et des Téléphones.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 décembre 1980.

Bruxelles, le 3 décembre 1980.

F. WILLOCKX

F. 85 — 1087

**28 JUILLET 1982. — Arrêté ministériel relatif à la nomination au grade de gestionnaire de bibliothèque à la Régie des Télégraphes et des Téléphones**

Le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 21, modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1977 fixant le statut du personnel de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, modifié par les arrêtés royaux des 6 juillet 1979, 14 juillet 1980, 9 mars 1981 et 16 décembre 1981;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale de la Régie des Télégraphes et des Téléphones;

Vu l'accord du Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, donné le 12 juillet 1982;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, modifié par la loi du 9 août 1980;

Considérant qu'afin de garantir la continuité du service, il s'avère nécessaire et urgent de pourvoir, par voie de recrutement, à la vacance de l'emploi de gestionnaire de bibliothèque,

Arrête :

**Article 1er.** Pour être nommé au grade de gestionnaire de bibliothèque il faut être titulaire :

1<sup>e</sup> soit d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement supérieur social de type court et de plein exercice ou d'une école technique supérieure du premier degré, obtenu dans une section « bibliothéconomie »;

2<sup>e</sup> soit d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement supérieur social de type court de promotion sociale ou d'un cours technique supérieur du premier degré, obtenu dans une section « bibliothéconomie ».

**Art. 2.** Le grade de gestionnaire de bibliothèque peut, aux conditions particulières indiquées dans la colonne 2 du tableau ci-dessous, être conféré par changement de grade aux agents revêtus de l'un des grades mentionnés en regard dans la colonne 1 :

1	2
Premier correspondant	Etre lauréat d'un examen dont les modalités et le programme sont ceux du concours de promotion pour le grade de gestionnaire de bibliothèque.
Premier correspondant-comptable	
Premier correspondant de station maritime	

**Art. 3.** Les lauréats de l'examen visé à l'article 2 sont classés selon leur ancienneté de grade et leur prise de rang. Lorsque des agents, revêtus de grades équivalents ont la même ancienneté de grade, c'est l'agent qui compte la plus grande ancienneté dans le niveau 2 qui a la priorité. En cas de nouvelle parité, c'est la plus grande ancienneté de service qui est prise en considération. A ancienneté de service égale, c'est l'agent le plus âgé qui est le mieux classé.

2<sup>e</sup> het ministerieel besluit van 3 april 1979 tot vaststelling van de programma's en de regelen van de proeven voor toegang tot de graad van technisch sectiechef in geprogrammeerde commutatie bij de Régie van Telegrafie en Telefonie.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 15 december 1980.

Brussel, 3 december 1980.

F. WILLOCKX

N. 85 — 1087

**28 JULI 1982. — Ministerieel besluit betreffende de benoeming tot de graad van bibliotheekbeheerder bij de Régie van Telegrafie en Telefonie**

De Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Régie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1967;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1977 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Régie van Telegrafie en Telefonie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 juli 1979, 14 juli 1980, 9 maart 1981 en 16 december 1981;

Gelet op het advies van de Syndicale raad van advies van de Régie van Telegrafie en Telefonie;

Gelet op het akkoord van de Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, gegeven op 12 juli 1982;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat het, ten einde de continuïteit van de dienst te waarborgen, noodzakelijk en dringend is bij wege van aanwerving te voorzien in de vacature voor het ambt van bibliotheekbeheerder,

Besluit :

**Artikel 1.** Om te worden benoemd tot de graad van bibliotheekbeheerder moet men houder zijn van :

1<sup>e</sup> hetzij een einddiploma van sociaal hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of van een hogere technische school van de eerste graad, behaald in een afdeling « bibliothéconomie »;

2<sup>e</sup> hetzij een einddiploma van sociaal hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie of van een hogere technische leer-gang van de eerste graad, behaald in een afdeling « bibliothéconomie ».

**Art. 2.** De graad van bibliotheekbeheerder kan, onder de bijzondere voorwaarden waarvan sprake in kolom 2 van onderstaande tabel, bij wege van graadverandering worden toegekend aan de ambtenaren die bekleed zijn met een der graden welke er tegenover in kolom 1 zijn vermeld :

1	2
Eerste correspondent	Geslaagd zijn voor een examen waarvan de regelen en het programma deze zijn van het vergelijkend bevorderingsexamen voor de graad van bibliotheekbeheerder.
Eerste correspondent-rekenplichtige	
Eerste correspondent bij een kuststation	

**Art. 3.** De geslaagden van het in artikel 2 bedoelde examen worden gerangschikt volgens hun graadancienniteit en hun rangin-neming. Wanneer ambtenaren, bekleed met gelijkwaardige graden dezelfde graadancienniteit hebben, gaat de voorkeur naar de ambtenaar met de grootste ancienniteit in niveau 2. Bij nieuwe gelijkheid wordt de grootste dienstancienniteit in aanmerking genomen. Bij gelijke dienstancienniteit wordt de oudste ambtenaar het best gerangschikt.